

La rentrée scolaire 2023 ou la sortie du service public d'Education

Dans certaines académies, cinquante pour cent (50%) des collèges et lycées publics manquaient au moins d'un prof le 4 septembre dernier pour accueillir les élèves : le ministre de l'Education nationale a donc menti... Et même pas de contractuels embauchés pour l'occasion ! Aux épreuves des concours de recrutement de 2022-2023, trois mille (3000) postes n'ont pas été pourvus, faute de candidats : l'Ecole de la République a fait son temps si on en croit le gouvernement qui choisit de payer – mal - des surveillants de garderies d'enfants et d'adolescents plutôt que des enseignants ... Les dirigeants actuels, imbus d'eux-mêmes, ne sont plus du tout républicains, mais travaillent pour le « capitalat » multinational qui se soucie davantage des dividendes à distribuer à ses actionnaires que des services publics et des salaires des travailleurs. Le chef de l'État ne veut pas augmenter les impôts, mais il laisse la taxe foncière se gonfler démesurément et se lance dans une politique d'embellissement des abords de villes : là encore, les autorités locales devront se débrouiller...

Une rentrée scolaire placée, d'ailleurs, sous le signe de l'inflation qui appauvrit encore davantage la population française : le pouvoir paye, comme il le peut, son « quoiqu'il en coûte » de la pandémie du covid 19 ! Les Français savent désormais ce qu'il en coûte ... à leur porte-monnaie. Pourtant, si la LOI imposait de ne pas prendre plus de quinze pour cent (15%) de la richesse produite par les travailleurs comme plus-value capitaliste, au lieu des vingt à trente-cinq pour cent (20 à 35%) communément prélevée à ce jour, les salaires représenteraient non pas soixante-cinq à quatre-vingt pour cent (65 à 80 %) de la richesse produite comme c'est le cas actuellement, mais bien, au moins, quatre-vingt cinq pour cent (85%) : le pouvoir d'achat des salariés en serait changé !

Et l'assiette des impôts, aussi.

Mais, en demandant aux grandes sociétés de bien vouloir donner une petite miette de leurs super-profits à leurs salariés, le gouvernement évite d'envisager le pouvoir législatif intervenant pour limiter la plus-value.

La plus-value est inéluctable, et le SNCA e.i.L. Convergence l'a démontré à plusieurs reprises ; mais de là, à laisser le « capitalat » s'engraisser sans mesure ...

Le service public d'Education, comme les autres services publics de la République, santé, transport, énergie, eau, personnels de justice, doit permettre la redistribution des richesses produites et contribuer à réduire les inégalités sociales. On n'en prend pas le chemin !

Capitalismus delendus est.